



HAL
open science

Attractivité du “ nouveau contrat social ” chinois : des positionnements d’abord stratégiques, révélateurs

Bertrand Cabedoche

► **To cite this version:**

Bertrand Cabedoche. Attractivité du “ nouveau contrat social ” chinois : des positionnements d’abord stratégiques, révélateurs. *Communication et développement*, 2021, 32, p. 5-36. hal-04538827

HAL Id: hal-04538827

<https://hal.science/hal-04538827>

Submitted on 9 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Attractivité du « nouveau contrat social » chinois : des positionnements d'abord stratégiques, révélateurs de la fin des schémas narratifs globaux dans un monde multipolaire

Article inédit, mis en ligne le XX décembre 2021.

Bertrand Cabedoche

PLAN

Introduction

Un modèle *a priori* répulsif pour les démocraties occidentales

Une redéfinition des liens avec les pays-sous-développés de l'hémisphère sud

Conclusion

Références bibliographiques

Introduction

Il se trouve toujours un moment historique où l'idéal social sublimé appelle à sa traduction incarnée. L'*american way of life* est ainsi venu à la rescousse de l'idéal physiocratique d'un monde régulé par le marché, tant que les cercles saint-simoniens n'y ont pas lu la source des inégalités croissantes à l'intérieur du territoire (Musso, 1998) et les théoriciens de la dépendance le centre de la domination de la périphérie, de la semi-périphérie et de la marge (Franck, 1969). La lueur soviétique est venue éclairer l'espoir d'un changement radical de société tant que l'ombre sous la lampe masquait la « cuisinière mangeuse d'homme » (Glucksmann, 1975).

Le modèle a ainsi constitué une figure particulièrement recherchée tout au long de la plus grande partie du XX^e siècle. Dans leur souci d'échapper à l'emprise d'une partition bipolaire du monde, les partisans du non-alignement se sont eux aussi prévalu de la recherche d'une troisième voie d'organisation socio-politique, parfois expressément dessinée autour de « l'homme nouveau » à même de reconstruire un contre-modèle. L'histoire des tiers-mondismes des années soixante et soixante-dix est ainsi celle d'une course erratique à la recherche désespérée de cette expérience politique originale, qui se serait révélée correctrice des « erreurs » des modèles précédents. Tour à tour depuis l'Afrique par exemple, ont ainsi été promues à ce rang les promesses de changement social d'Aghostino Neto en Angola, de Houari Boumediene en Algérie, d'Amilcar Cabral en Guinée Bissau, de Samora Machel au Mozambique, de Denis Sassou Nguesso au Congo Brazzaville, voire de Julius Nyerere

en Tanzanie. Aucune de ces expériences politiques africaines n'a cependant atteint la résonance en Europe des « révolutions asiatiques », depuis la promotion du pandit Jawaharlal Nehru lors du premier sommet de Bandung en 1955, jusqu'aux revirements déchirants face à la tragédie du jeune état du Kampuchéa de Pol Pot. C'est surtout la Chine de Mao Tsé-toung qui a incarné le « nouveau », jusqu'à ce que la mort du grand timonier ne corresponde finalement à l'effondrement des « mythes révolutionnaires du tiers-monde » (Chaliand, 1976).

Paradoxalement, la dimension exponentielle des enjeux du troisième millénaire ne laisse plus place à ces rêves d'incarnation partisane, autour d'un modèle pré-construit qui se proposerait de redessiner l'avenir pour l'ensemble des peuples de la planète. Au contraire, l'altermondialisme qui s'est rebâti sur les cendres des tiers-mondismes précédents consacre la fin des schémas narratifs totalisants et globaux, si caractéristiques des projections du siècle précédent. La tentation du recroquevillement nationaliste tente les uns pour retrouver les « vrais valeurs » effacées par une mondialisation destructrice de l'homme, de ses cultures et de son environnement (Macovei, 2018). Les autres prêchent pour un nouveau multilatéralisme qui dépasserait la *chimerica* des modèles actuellement dominants (Fergusson et Schularick, 2007), et serait marqué par la flexibilité, de manière à laisser toute sa place à l'expérimentation et à l'abandon immédiat des pratiques qui se seraient ainsi révélées écocides et non inclusives.

C'est donc *a priori* de manière anachronique que dans un premier temps, la Chine de Xi Jinping propose son modèle de gestion de la pandémie dès 2020 à l'ensemble des pays dont les taux de décès exponentiels liés à la progression de la contamination peuvent d'abord être lus comme la faillite de leurs politiques sanitaires, quand la Chine se targue d'être en mesure d'endiguer le mal par des mesures radicales de confinement étendu à toute la province de Hubei (près de 69 millions de personnes) et de fermeture de ses frontières aux étrangers dans le cadre de sa stratégie « zéro covid ». Si l'on s'en tient effectivement aux éléments statistiques diffusés depuis le pays, seules 4 636 personnes seraient décédées de la covid-19 dans le pays et trois seulement lors des six derniers mois. En comparaison, en novembre 2021, près de 120 000 personnes sont aujourd'hui reconnues avoir disparu, victimes de la pandémie en France, plus de 290 000 au Mexique, 465 000 en Inde, 612 000 au Brésil et 770 000 aux États-Unis, etc., pour un total dépassant désormais les 5 millions officiellement comptabilisés dans le monde entier (a minima car les chiffres sont parfois multipliés par trois pour mieux approcher la réalité de la pandémie).

De manière tout aussi inattendue en octobre 2021, le nouveau contrat social de « prospérité commune » est cette fois brandi en tant que modèle de gouvernance pour les puissances moyennes et pays de la périphérie, voire pour l'ensemble des sociétés de la planète, renforcé parallèlement et paradoxalement par une augmentation de 25 % des investissements étrangers en Chine au cours des huit premiers mois de 2021 par

rapport à la même période en 2019. La dynamique chinoise se présente ainsi comme une nouvelle étape alliant prospérité économique, lutte « antispéculative » et modèle « redistributif », en vue de faire advenir une société meilleure. Ainsi est-il assigné aux dirigeants de l'économie chinoise par le pouvoir central de jouer le jeu de la redistribution des richesses *via* de nouveaux dispositifs de rémunérations, d'imposition et de donation. Abritant comme Alibaba des cellules du parti, Tencent annonce déjà débloquer prochainement 50 milliards de yens, pour répondre à ces injonctions du pouvoir politique. Parallèlement, les coopératives d'approvisionnement et de commercialisation sont aujourd'hui relancées intégrant également le crédit rural. Les entreprises du secteur de soutien scolaire se transforment en associations à but non lucratif. L'industrie du showbiz connaît la même mise au pas et la pratique des jeux vidéo est interdite plus de trois heures par semaine pour les jeunes de moins de dix-huit ans. Enfin, le *New IP project* porté par exemple par le géant chinois Huawei semble déjà renvoyer au passé le réseau mondial actuel, anarchique dans son autorégulation par les entreprises privées, et aujourd'hui parvenu aux limites de ses exploits techniques.

Depuis l'étranger, certains, minoritaires, se révèlent déjà ouverts à la proposition avant même l'élévation de Xi Jinping au niveau de Mao Zedong, dans la continuité de l'héritage laissé par Samir Amin avant sa disparition en faveur du renouveau de ce « socialisme de marché ». L'auteur franco-égyptien témoignait ainsi de ce nouvel espoir, assorti d'une attente : « Je ne sais pas si elle [la Chine] produira suffisamment rapidement l'aspiration de son peuple à la démocratie et l'invention des formes adéquates de celle-ci. Mais cela n'est pas "impossible" » (Amin, 2018). D'autres, comme Alain Badiou, n'y voient qu'un capitalisme d'état, dont l'expérimentation du changement social se réduit à l'étatisation du processus productif, en vue seulement de se tailler une marge part sur le marché mondial et de cristalliser la mise au pas entreprise par le « nouvel architecte visionnaire » Xi Jinping.

Au-delà des jugements de valeur partisans et des discours idéologiques caractérisant les positionnements souvent arrêtés des uns et des autres, l'événement mérite que le chercheur s'y arrête, en introduisant la donne géopolitique. Car toute puissante qu'elle apparaisse aujourd'hui, la Chine se présente particulièrement dépendante de l'étranger. Ses approvisionnements en pétrole, fer, cuivre, cobalt (élément essentiel pour la fabrication de ses batteries), en dépendent (Niquet, 2021). En ce qui concerne par ailleurs l'écoulement de ses biens de consommation, le pays craint les politiques de relocalisation territoriale dont témoigne l'Europe aujourd'hui, sachant que, parallèlement, le pays se retrouve confronté à des pénuries d'électricité monstres qui l'obligent à importer du charbon d'Australie et aux déboires symbolique d'Evergrande, le géant de l'immobilier chinois qui ralentit la croissance du pays.

Dans ce contexte, l'affirmation du « contrat social » chinois comme modèle planétaire pour le XXI^e siècle impose l'analyse de sa réceptivité dans le monde à partir

de cette même lecture pragmatique de la réalpolitique. Si la convergence des analyses avec la proposition chinoise apparaît parfois dans les discours des exécutifs à l'international, elle se révèle aussi comme une réponse stratégique plutôt qu'adhésion au modèle ou rejet de celui-ci, en fonction des intérêts et rapports de force constatés, continent par continent.

1. Un modèle *a priori* répulsif pour les démocraties européennes

Dans les pays occidentaux, l'offre chinoise est rejetée brutalement par tous ceux qui, avec la critique du « capitalisme de surveillance » entreprise par Shoshana Zuboff (2019) contre les Gafam, désignent de manière plus radicale encore et symbolique le système machiavélique de *National Credit Information Sharing*) mis en place par exemple à Nankin. Pour ceux-là, le cas chinois ne mérite même pas débat tant l'extraction sauvage des données, privées comme publics, caractéristique de la « société de surveillance », s'exprime de manière paroxysmique dans le pays, où l'État s'en révèle l'acteur direct au lieu d'en être le régulateur protecteur de la sécurité des personnes.

Parallèlement depuis les États-Unis de Joe Biden, le discours *a priori* plus ouvert de la Maison Blanche ne s'est cependant pas infléchi par rapport à la critique impulsive et belliciste de Donald Trump (Naves, 2017) contre les velléités de domination mondiale attribuées au pouvoir chinois. La partition semble se jouer pareillement entre Grands de la planète depuis la Maison Blanche, sans s'encombrer des alliés européens.

Un bras de fer pour le leadership mondial, sans l'Europe ?

Pour ceux qui ne l'attendaient pas au moins dans cette continuité avec l'administration Trump, « Sleepy Joe » s'est rapidement prononcé contre les prétentions chinoises¹. Par exemple en octobre 2021, la température politique s'est brusquement échauffée lorsque le 46^e président états-unien s'est dit prêt à soutenir le régime de Taïpeh en cas d'invasion par l'armée chinoise, au point de devoir ensuite « rétropédaler » pour prévenir l'escalade des tensions ainsi provoquée.

Par ailleurs, l'engagement du président Biden à défendre les alliés de l'Otan au Canada et en Europe tel que réaffirmé en été 2021 contraste singulièrement avec « l'affaire des sous-marins australiens » : l'épisode reste ainsi traumatique pour la France, de la rupture unilatérale en septembre 2021 par l'Australie d'un juteux contrat de vente de sous-marins atomiques de classe Attack, au profit de la mise en place *en*

¹ Éditorial (2021). « De "Sleepy Joe" à Biden le révolutionnaire », *Le Temps*, [mis en ligne le 2 avril 2021, modifié mardi 7 avril 2021]. URL : <https://www.letemps.ch/opinions/sleepy-joe-biden-revolutionnaire...>

catimini d'un Aukus² tripartite, accord fortement appuyé par les États-Unis avec le Royaume-Uni pour « contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indopacifique » où la France, écartée, possède pourtant des territoires. L'épisode, violent pour ce dernier pays – comme par ailleurs pour le Canada qui se retrouve devant le fait accompli de cette nouvelle alliance transpacifique entre Washington, Canberra et Londres – est significatif du manque de solidarité européenne. Car si Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne et Charles Michels, le président du Conseil européen, se déclarent heurtés par la décision unilatérale, une autre partie de l'Europe se démarque de l'élan solidaire régional ainsi provoqué. Par exemple, l'Autriche et le Danemark « lâchent la France », pour défendre une position pilotée par un Joe Biden qui, au même moment, affiche son « multilatéralisme » pour « relever ensemble les grands défis de la planète » !

En dehors du « camp occidental », le jeu de cavalier seul des États-Unis vis-à-vis de ses alliés européens fait plutôt habituellement l'objet du pointage de la Russie de Vladimir Poutine. Les analyses des médias russes témoignent ainsi du regard bienveillant porté depuis Moscou à l'égard des cultures ouest-européennes, parfois rangées « hors de l'Occident », c'est-à-dire dans une reconfiguration témoignant des interpénétrations entre la Russie et l'Europe..., tant que les dirigeants européens ne manifestent pas quelque hostilité à l'encontre de la Russie et de la politique internationale conduite par Vladimir Poutine, par exemple vis-à-vis de l'Ukraine en 2014 (Beliakov, 2011). La stratégie discursive de décrochage de l'Europe par rapport aux États-Unis semble voisine pour la Chine, qui de son côté, souhaite une Europe stable et forte dont elle a besoin comme partenaire, par-delà les tensions contemporaines entre les deux nouveaux Grands du monde.

L'évaluation du modèle chinois depuis l'Europe est ainsi conditionnée à la solidité des alliances internationale. Or précisément, pas plus qu'il n'a réussi à totalement restaurer le climat de confiance envers ses alliés depuis le renforcement de l'Aukus dans le dos de la France à la faveur de l'affaire des « sous-marins australiens », Joe Biden n'est parvenu à détacher Moscou de Pékin lors de la rencontre russo-américaine de Genève le 16 juin 2021. Au contraire, les présidents russe et chinois n'ont fait que renouveler leur traité d'amitié vieux de vingt ans, que vient désormais renforcer le projet de construction conjointe d'une station internationale de recherche lunaire (ILRS)³.

Qui plus est, la diplomatie chinoise semble avoir marqué quelques points en Europe par rapport aux États-Unis, sans qu'il faille pour autant parler d'une acceptation d'un « modèle chinois ». Car dans le nouveau contexte de la pandémie, la

² Nouvelle alliance militaire conclue le 15 septembre 2021 entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, en vue de contrer l'influence croissante que la Chine exerce déjà en zone indopacifique.

³ Claude Leblanc, « Le pied de nez de Vladimir Poutine et Xi Jinping à Joe Biden », *L'Opinion*, 29 juin 2021. Url : <https://www.lopinion.fr/international/le-pied-de-nez-de-vladimir-poutine-et-xi-jinping-a-joe-biden>.

Chine elle aussi a eu beau jeu à entretenir la division dans le camp occidental au sein duquel l'Europe regroupe un peu plus du quart du nombre (probablement sous-estimé notamment depuis l'Europe centrale), des victimes officielles de la covid-19 depuis mars 2020. Ainsi, au moment où depuis les États-Unis, l'hypothèse avait ainsi été triomphalement affichée par Donald Trump d'un « Tchernobyl à la chinoise » eu égard aux mensonges des autorités nationales quant à l'origine et l'ampleur de la pandémie depuis la Chine, le ministre chinois des Affaires étrangères Hua Chunying s'était empressé de présenter l'altruisme de son offre aux pays tiers : plus de 170 spécialistes chinois de la santé avaient été dépêchés en Europe ; la distribution de masques de protection s'était accélérée dans la zone quand la production s'y était révélée dramatiquement incapable de répondre à l'urgence ; les articles scientifiques relatifs à la recherche médicale chinoise sur le nouveau coronavirus s'étaient largement ouverts à la consultation. Le pays avait même proposé de compenser la démission des États-Unis de Donald Trump d'appui financier auprès de l'OMS, tout en faisant état du « sacrifice de la population chinoise » : celui-ci aurait ainsi permis aux autres pays de gagner du temps pour anticiper et gérer la crise sanitaire.

En Europe, le discours avait pu séduire, au moment où la fourniture de kits médicaux par la Chine conduisait certains éditorialistes, par exemple du magazine britannique *The Economist*⁴, à questionner le lien entre efficacité de la lutte chinoise contre la pandémie et la nature autoritaire du régime chinois, quand les vieilles démocraties européennes se révélaient si empêtrées à prendre les bonnes décisions de manière radicale et homogène. Parallèlement, les États-Unis s'étaient vus accusés d'avoir détourné des produits médicaux destinés à l'Allemagne depuis un aéroport de Bangkok, comme le rappelait alors une équipe de recherche depuis l'Université Georg-August de Göttingen, en Allemagne (Fuchs et coll., 2020). Par ailleurs, le discours de solidarité alors déployé par la diplomatie chinoise avait pu toucher effectivement certains points sensibles des failles et tensions européennes. Ainsi, membre du parti eurosceptique Mouvement 5 étoiles, Luigi Di Maio par exemple avait déjà reconnu depuis l'Italie que cette aide chinoise confortait la stratégie de son parti, en termes de prise de distance avec l'Union européenne. La Serbie avait également communiqué dans le même sens.

Cette cacophonie des discours européens doit également être appréciée en regard du sentiment dominant d'inquiétude en Europe, quant à la place qui peut lui être laissée dans le concert des Grands, anciens et nouveaux. À la faveur du ralentissement sérieux de la croissance suite aux mesures de confinement prises contre la pandémie, chacun des pays européens a eu l'opportunité de réévaluer sa propre sujétion à la Chine, en termes de sécurité nationale et d'indépendance économique, au-delà de l'hétérogénéité des politiques en matière de santé publique.

⁴ "Is China winning? The geopolitical consequences of covid-19", *The Economist*, No 16, London, 30 april 18th-24th 2020.

Une offre chinoise réévaluée en Europe, à l'aune du risque de dépendance économique

L'inquiétude s'exprime particulièrement à la faveur des politiques de relance économique à mettre en œuvre en sortie de confinement. Ainsi, la commissaire européenne à la Concurrence, Margrethe Vestager, appelle aujourd'hui à ce que les pays membres réinvestissent dans le capital des entreprises nationales. Dans le discours d'une Europe fragilisée par la pandémie et bien que l'investissement chinois n'y constitue encore qu'un cinquième par rapport aux investisseurs historiques (États-Unis, Japon, Australie), la crainte d'un *raider* chinois est sous-jacente. Qui plus est, l'hypothèse s'impose à l'analyse si ce *raider* se présente – financièrement, politiquement ou stratégiquement – lié à l'État chinois. Plus ou moins amicales, ces Offres Publiques d'Achat (OPA) permettraient au pays d'accaparer en Europe des actifs stratégiques dans l'énergie, les infrastructures, les technologies de pointe... L'hypothèse se présente plus crédible, dès lors que le tissu européen se retrouve déchiré après plusieurs semaines de suspension d'activité liées aux premiers confinements, dans un marché mondial où, avec la pandémie, la baisse de circulation des marchandises avait été évaluée de l'ordre de 13 à 32 % en 2020.

Mais déjà, avant même cette actualité épidémiologique, ce questionnement de l'indépendance économique avait déjà été abordé depuis l'Europe occidentale. Par exemple, un dispositif allemand anti-OPA avait finalement été mis en place dès 2018, après l'achat d'actifs pour 4,5 milliards d'euros par le groupe chinois Midea au sein du champion allemand des robots industriels Kuka, dans la foulée des introductions chinoises dans le capital du fabricant de pompes à béton Putzmeister et du spécialiste de la machine-outils Krauss-Maffei. De justesse, le pare-feu installé avait prévenu le groupe chinois Yantai Taihai de mettre la main sur l'Allemand Leifeld Metal Spinning, autre joyau de la robotique allemande.

Au-delà de l'Allemagne, State Grid, le grand réseau chinois d'électricité, avait auparavant tenté en 2016 de prendre une part active de l'ordre de 14 % d'Eandis, l'entreprise flamande de distribution de gaz et d'électricité. Par ailleurs, la Chine contrôle déjà un dixième des capacités portuaires européennes. Le port du Pirée, l'aéroport de Toulouse, et encore le terminal belge de containers de Zeebrugge à hauteur de 85 % ou le principal producteur d'électricité portugais à hauteur de 24 %... sont ainsi contrôlés financièrement par la Chine. Yinyi a encore réussi l'acquisition du spécialiste belge des transmissions Punch Powertrain. Premier incubateur chinois d'entreprises *high tech* en Europe, le China-Belgium Technology Center s'est installé dans le parc scientifique de Louvain-la-Neuve....

L'enjeu reste surtout la répartition de la valeur ajoutée dans les futurs produits et chaînes de valeurs. Quand par exemple, la voiture du futur verra ses batteries fabriquées majoritairement en Chine et ses systèmes de guidage aux États-Unis,

l'Europe pourrait se retrouver consignée à ne plus intervenir que sur la seule chaîne de montage !

Enfin, la crainte est celle de la *debt trap diplomacy*, que le dossier du port de Hambantota révèle après le déblocage d'une ligne de crédit de 300 millions de dollars par China Harbour, pour un projet non-rentable. Aujourd'hui, les successeurs du président Rajapaksa à la tête de l'État sri-lankais doivent rembourser la dette sur fonds publics (dont 5 milliards pour la Chine en ajoutant les intérêts). Depuis, le port de Hambantota est devenu concession chinoise, plaque tournante maritime, terrestre, commerciale... La position est très importante, située sur la « route de la soie » dans le cadre de la stratégie chinoise OBOR (*One belt, one road*) (Niquet, 2018). Cette annexion s'inscrit donc dans une offensive qui vise à acheminer les marchandises chinoises en Orient et en Europe et à rapatrier en Chine les produits dont le pays a besoin.

Certes, l'expansion n'est pas sans risques. La Chine paraît ainsi réviser sa politique, pour ce qui est du financement à hauteur de 3 milliards de dollars par la Banque chinoise d'import-export dans le projet de train à grande vitesse serbo-hongrois visant à relier Budapest à Belgrade. Dans le domaine financier, l'assureur Ping An acquiert parallèlement un bloc d'actions Fortis, pour son malheur tant l'évolution boursière du groupe s'est révélée négative suite à la déconfiture de 2008, avant la reprise de la branche belge du groupe par BNP Paribas !

Dans ce contexte, la Chine dit vouloir la paix et souhaiter une Europe stable et forte. En fait, ce qui semble véritablement poser problème, plus que l'importance des investissements chinois, c'est l'absence de stratégie industrielle et de réaction de l'Europe. Mais avec son irruption brutale sur la scène mondiale à la fin du précédent millénaire comme l'avait d'abord prédit, puis constaté l'ancien ministre français Alain Peyrefitte (1997), le modèle chinois proposé à l'ensemble de la planète rencontre encore bien des barrages hors des frontières, suscite encore bien des réticences, provoque bien des peurs que, par exemple, les médias occidentaux ont tendance à réactiver (Zhou, 2005). À la Une de ces journaux généralistes et spécialisés, le constat de la puissance exponentielle du pays (Arifon et coll., 2019) justifie les suspicions accusatrices de la diplomatie et des stratégies chinoises, parfois jugées comme relevant d'une posture d'arrogance⁵.

Enfin, malgré une curiosité *a priori* plus ouverte qu'aux États-Unis vis-à-vis des options présentées par la Chine de Xi Jinping, l'Europe dans ses opinions dominantes s'inquiète elle aussi de l'organisation générale de la surveillance à la surface de la planète. L'insistance y est appuyée dans les discours contre le modèle-repoussoir d'un contrôle social chinois dopé par le numérique, bien au-delà de ce que les États-Unis peuvent déjà présenter. La litanie des aversions provoquées par le modèle chinois se déroule, inexorable et quasi unanime dans les *mainstream media* des démocraties

⁵ IZRAELEWICZ, Erik (2011). *L'arrogance chinoise*, Paris, Grasset, coll. « Essai ».

européennes à l'encontre du pays : contrôle social implacable ; atteintes régulières aux droits de l'homme ; culte de la personnalité ; annexions de territoires et répression des minorités musulmanes et bouddhistes ; exploitation industrielle à marche forcée et urbanisation sauvage (Miller, 2012 ; Webster, et coll. 2014) ; ségrégations dans l'accès au travail dans les villes, *via* le permis de résidence *hukou* ; scandales sanitaires récurrents auxquels s'ajoute désormais l'étouffement de la parole des lanceurs d'alerte..., et au-delà des frontières depuis l'Europe, pollution atmosphérique, même si la Chine est le pays qui investit le plus dans les énergies propres ; main basse sur le blé ukrainien, etc.

Les suspicions surgissent également très rapidement pour ce qui est de l'état réel de l'épidémie en Chine et de sa cause, réactivant le souvenir – et les stigmatisations racialisantes consécutives à ce rappel – de pandémies précédentes, dont le foyer de départ s'avèrerait aujourd'hui pareillement localisé en Chine... Ce que ne parviennent pas encore à compenser en termes d'image le soutien de la Chine à l'OMS ou son adhésion *in fine* aux politiques multilatérales vis-à-vis du changement climatique, le pays étant lui-même durement affecté sur son territoire et dans son développement économique (Romano, 2013) et déjà impliqué dans des politiques incitatives en faveur de l'épargne énergétique et de la protection environnementale à Beijing, Shanghai et Guǎngzhōu (Teng, et Gu, 2007).

Le référentiel démocratique, au sens libéral du terme, reste encore très présent parmi les critères d'appréciation des propositions chinoises, que ce soit depuis l'Europe occidentale par exemple (Cabedoche, 2015), où chez les économistes marqués par le lien établi entre la nature des régimes politiques et le développement économique par l'Indien Amartya Kumar Sen (2000). Mais en 2021, au moment de faire les comptes de l'endettement de la France à la faveur des mesures exceptionnelles de maintien de l'activité économique dans la lutte contre la pandémie, l'essayiste Agnès Verdier-Molinié pose la question dans le journal *Le Monde* : « Avons-nous encore le droit de nous fâcher avec la Chine ? », sachant que 250 à 300 milliards d'euros de la dette française seraient détenus en Chine⁶.

Quoi qu'il en soit, la Chine est aujourd'hui conduite à redéfinir ses stratégies d'approche des puissances moyennes au sein du monde occidental. Pour l'Australie, l'établissement de l'Aukus se présente rétrospectivement comme une suite logique des tensions accumulées depuis une dizaine d'années face à l'influence croissante exercée par l'Empire du milieu chez ses voisins contigus, notamment depuis novembre 2012 (Hanson, Fifita, 2011).

⁶ Agnès Verdier-Molinié (2021). « Avons-nous encore le droit de nous fâcher avec la Chine ?, *Le Monde*, 19 novembre 2021.

Une Australie finalement tirée vers l'*Indo-Pacifique* pour contrer le leadership chinois dans la zone

L'Australie constitue le plus important récipiendaire au monde des investissements directs chinois avec environ 30 milliards d'euros entre 2005 et 2010, notamment dans les mines de fer et de charbon. L'économie australienne y voit ainsi une planche de salut particulièrement appréciable au moment de la crise financière mondiale de 2008 (Sautédé, 2013). Mais comme le titre la presse internationale depuis 2020, « le coronavirus fait flamber les tensions entre la Chine et l'Australie »⁷. Beijing se froisse ainsi brutalement de l'insistance de Canberra concernant la mise en place d'une enquête indépendante sur les origines de la pandémie. Ainsi, ambassadeur chinois à Canberra, Jingye Cheng fait planer la menace, sous-entendue, de boycott, sachant que les étudiants chinois inscrits dans les universités australiennes constituent une source de revenus importante.

Révélatrice de cette tension entre *hard* et *soft* diplomatie agressive chinoise, la tentative d'apaisement, amorcée ensuite par le Premier ministre chinois Li Keqiang, intervient après une période de vicissitudes liées à une dégradation progressive des relations bilatérales depuis 2019. Ainsi, le concept d'*Indo-Pacifique* tend à canaliser l'extension de la puissance chinoise dans un cadre multilatéral. Celui-ci accorderait place au pays, mais il permettrait surtout de ménager les intérêts et capacités de décision de tous les acteurs de la région. La stratégie – voire la posture – avait jusqu'ici été développée par l'Australie de manière réaliste depuis mars 2013, prenant acte de son statut de puissance moyenne, tout en entendant défendre le pré-carré dont elle se sent responsable (Struye de Sweilande et coll., 2015). Ce que jusque-là, Beijing avait refusé (Medcalf, 2019). Ainsi, la mise en place de l'Aukus était prévisible, quand bien même sa mise en visibilité s'est développée de manière bien « maladroite » aux dépens des autres partenaires des États-Unis.

Auprès des autres pays tiers observant la lutte pour le nouveau leadership mondial, la Chine espère aujourd'hui mobiliser une part de capital de sympathie, qu'elle pourrait accélérer, par exemple en mettant immédiatement à disposition des pays non solvables un vaccin efficace, ou en allégeant, voire en annulant la dette des plus pauvres. Le pays joue par ailleurs la carte de « pays en voie de développement » de l'hémisphère sud.

2. Une redéfinition des liens avec l'hémisphère sud

⁷ Grégory Plesse, « Le coronavirus fait flamber les tensions entre la Chine et l'Australie », *Le Figaro*, 4 mai 2020.

En Afrique, à certains égards moins investie aujourd'hui par les anciennes concurrences coloniales (Tourré, 2012), le terrain relativement vacant est désormais animé avec le déploiement des *soft powers* chinois et indien (Thussu, 2016).

De nouveaux rééquilibrages en Afrique sur le tracé de la « nouvelle route de la soie »

En un demi-siècle de relations Chine-Afrique (Chaponnière, 2008), aujourd'hui particulièrement relancées (Gazibo, Mbabilia, 2010), les perceptions se sont affinées (Wasserman et coll., 2016), nuancées (Lafargue, 2010), participant d'une nouvelle dynamique dans les relations entre *Centres* et *Périphéries* (Xiang, 2018).

Certains chefs d'état africains s'accommodent déjà très bien des médias transnationaux chinois, qui accompagnent ces nouveaux rééquilibrages des rapports mondiaux le long du tracé de la « nouvelle route de la soie » à laquelle correspond la stratégie chinoise OBOR (*One belt, one Road*), déjà évoquée (Simpferdorfer, 2012 ; Courmont, 2019). Peu soucieux de promotion de la diversité de l'expression sur le continent, ces médias transnationaux chinois diffusés sur place ne s'encombrent pas à accorder une place aux oppositions nationales des pays ainsi investis (Zhang, et Matingwina, 2016). Ils se montrent encore moins regardants vis-à-vis du respect des droits de l'homme pour accueillir les décideurs nationaux sur les ondes (Mihoubi, 2020), à la différence des grands médias européens par exemple (Arifon, et coll., 2019). Depuis la mise en place de « l'économie socialiste de marché » par Deng Xiaoping au début des années 1980, le slogan est significatif : « l'idéologie ne peut remplacer le riz » (Rocca, 2006). Autrement dit, la priorité absolue est donnée en Chine au développement économique, ce qui signifie transformer en marchandises les moyens de production – la terre (rachetée par millions d'hectares sur tous les continents), le capital, le travail –, tout en conservant le cadre politique du parti unique en interne. Cela signifie aussi sur les marchés internationaux accepter les cahiers des charges sans discussion ni conditions pour emporter le contrat.

Le développement économique peut donc s'accommoder de régimes politiques autoritaires, contrairement aux inflexions annoncées dans le programme du nouveau président des États-Unis, Joe Biden. Auparavant, le 20 juin 1990, le discours de La Baule du président français François Mitterrand avait déjà lié, intrinsèquement, développement de l'initiative privée et régime politique ouvert. Désormais, du moins officiellement, la France conditionne l'octroi de son aide au développement à la mise en place du multipartisme et à la tenue régulière d'élections !

Cela n'empêche pas qu'après trente ans de mise en œuvre de ce principe, le bilan des « nouvelles » relations françafricaines reste mitigé. Au Mali, les relations se sont même particulièrement détériorées vis-à-vis de l'ancien colonisateur. Parallèlement, l'intervention de la France est diversement appréciée en Libye, ou en Côte d'Ivoire où

la crise post-électorale divise quant au rôle de la puissance tutélaire « amie ». Le 27 juillet 2007, le discours méprisant du président Sarkozy à Dakar avait été vécu comme une gifle, dont les traces entachent les souvenirs, encore aujourd'hui : ainsi, l'Afrique ne serait donc pas entrée dans l'Histoire !!! Les successeurs du président français à l'Élysée travaillent depuis à corriger le tir du discours ravageur. Mais sur le terrain, les Africains sont nombreux à en témoigner derrière Achille Mbembe ou Makhily Gassama : le tournant marque la fin de l'exclusivité française dont la mondialisation sonne le glas en Afrique francophone (Sary, 2012). Et l'ouverture à la Chine !

L'exemple de Madagascar est à ce titre édifiant (Harnay, et Louis, 2011).

Leadership chinois et résonances malgaches

Les relations entre les deux pays sont déjà anciennes, dont témoigne l'ouverture d'un Consulat général de la République populaire de Chine dès 1958 et la signature d'un premier accord commercial en 1963. Une diaspora chinoise historique existe au moins depuis le XIX^e siècle sur la Grande Île, qui facilite ainsi le renforcement du lien jugé stratégique sur la Nouvelle Route de la soie définie par le pouvoir chinois, notamment depuis la dénonciation de l'accord signé avec Taïpei en 1998 et grâce à la dynamique insufflée pour le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays par l'ancien président Marc Ravalomanana. Les *Sinoa Gasy* participent déjà à l'exploitation des nombreuses ressources naturelles de Madagascar : bois (dont le célèbre et très recherché bois de rose), épices, vanille, sucre (avec la réalisation du complexe sucrier de Morondava et le rachat de deux usines de la Sirama), girofle, café, pêche (notamment de la crevette, exploitée par la China National Fisheries Corp), fer (exploité par le consortium Wuhan Iron and Steel Corporation, WISCO), énergie (avec la construction de la centrale hydroélectrique d'Ambodiroka par la société chinoise CAMC Engineering), mais encore ciment (investi par le Changchun Construction Group), pétrole (exploré par la société chinoise Madagascar Petroleum International), textile, etc. Un solide réseau s'est en retour déjà constitué pour l'exportation vers la Chine en échange de la distribution de matériels agricoles *made in China*, et de certains aménagements stratégiques par la Chine : réaménagement de l'aéroport d'Ivato et de certains axes routiers ; appui pour le développement d'un espace maritime malgache ; construction d'un Centre hospitalier universitaire, développement d'une mission médicale chinoise et aide humanitaire contre les catastrophes naturelles et le paludisme ; fourniture d'experts agronomes pour l'exploitation de semences hybrides et l'émergence d'un agro-business ; inauguration d'un Institut Confucius ; don de matériel militaire, etc. La suspension des bailleurs de fonds traditionnels a ainsi précipité le gouvernement d'Andy Rajoelina vers des partenaires moins regardants quant au respect de la démocratie et déjà réputés pour pratiquer des annulations de dettes sans condition. La Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de Madagascar, soit aujourd'hui 18,1 % du commerce extérieur total de Madagascar (plus de 6 milliards d'euros en 2018).

La Chine est d'autant plus intéressée par ce partenariat que la région constitue un carrefour stratégique fondamental, véritable centre de gravité où convergent les routes maritimes qui lui permettent le transit des matières premières qu'elle achète et des biens manufacturés qu'elle revend, notamment à l'Union européenne.

Mais la relation y est fortement asymétrique et le rejet grandit dans la population malgache. Sont ainsi mis à l'index des modes de management considérés comme brutaux à l'encontre du personnel malgache ; l'opacité qui entoure l'exploitation du bois de rose comme les activités des banques et des milieux d'affaire chinois sur le territoire ; les méthodes d'exploitation industrielle non respectueuses de certains savoir-faire artisanaux (comme en matière de récolte de la vanille dont le non-respect des procédés traditionnels de récolte entache désormais l'image qualitative du produit). Les tensions se font d'autant plus vives qu'au-delà des chiffres d'une reprise récente de la croissance, les disparitions sociales se font dramatiques en certaines régions du sud de l'île, où plus d'1,3 million de personnes souffrent de malnutrition aigüe consécutive à une période de sécheresse extrême et inédite depuis quarante ans. Le paradoxe est criant, dans un pays où la découverte d'un gisement considérable de gaz (l'équivalent des réserves de la mer du Nord et du golfe Persique) dans le canal du Mozambique réactive aujourd'hui les convoitises et la course aux partenariats.

Les enjeux se dessinent de même nature dans les relations que la Chine tente aujourd'hui de redéfinir avec les pays dits « du monde arabe », en particulier lorsque ceux-ci se présentent producteurs de pétrole.

Une redéfinition des liens avec les pays producteurs d'énergie fossiles

Dans les pays du Moyen-Orient et du Maghreb, présentant le basculement des alliances lors d'un Forum international organisé en avril 2010 en Tunisie par le magazine *Réalités*, l'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin avait tenté de proposer le partenariat euromaghébin comme riposte à la percée chinoise, le pays étant devenu le premier constructeur d'infrastructures au Maghreb.

Mais déjà, la Chine offre à l'ensemble de ses partenaires de la zone toutes les facilités sur place pour que leurs étudiants y poursuivent des études supérieures dans ses universités – lesquels s'y pressent de plus en plus nombreux – parallèlement aux offres en vue de développer les accords économiques. Même si la Méditerranée ne constitue pas un lieu stratégique prioritaire pour la Chine, la zone apparaît néanmoins comme un carrefour intéressant entre les deux mondes. La présence diplomatique du pays s'affirme progressivement dans les grands dossiers internationaux (Iran, changement climatique...). Vis-à-vis des États du pourtour méditerranéen, la Chine se présente toujours comme constituant un « pays en voie de développement », soucieux de maintenir une certaine solidarité et une volonté de participer à la défense des intérêts des pays les plus pauvres, à partir d'une politique d'aide différente :

annulation de dettes, prêts à taux préférentiels, dons humanitaires, assistance à l'éducation et à la formation... L'offre est attractive, proposée par un pays dont les relations passées et présentes ne sont pas hypothéquées par des ressentiments :

[...] moins puissant que les États-Unis, mais plus habile, plus stable et moins moralisateur et dominateur que les Européens. (Vairon, 2010).

Parallèlement, la Chine se positionne en faveur de la signature d'accords commerciaux sur le terrain des hydrocarbures.

Des relations redéfinies à partir des besoins chinois en approvisionnements énergétiques dans les zones régionales moyen-orientale et nord-africaine

La Chine intéresse, priorisant la diversification de ses approvisionnements énergétiques, notamment auprès de l'Algérie, la Lybie et l'Égypte, et investissant également dans l'agriculture, la pêche, les télécommunications, la santé, le nucléaire.... La présence chinoise est discrète, suffisamment pour prévenir les préoccupations sécuritaires de la région ou quelques tensions auprès des artisans locaux, comme à Alger en août 2008. Elle opère le plus souvent par le biais de sociétés mixtes et cherche à équilibrer les balances commerciales. Les souvenirs vendus sur place sont de plus en plus estampillés *made in China*, tandis qu'au moins en Algérie, les Instituts Confucius poursuivent leur implantation silencieuse. En novembre 2006, le sommet de Beijing est ainsi qualifié de « Bandung du XXI^e siècle » par le président algérien Abdelaziz Bouteflika. En 2009, le sommet Chine-Afrique tenu en Égypte témoigne de la volonté réciproque de faire du partenariat sino-égyptien un instrument privilégié de ces relations Sud-sud.

Militairement, l'Égypte et la Syrie présentent également un intérêt pour la Chine en tant que fournisseur d'armes, le pays se présentant par ailleurs soutien historique de la cause palestinienne, au moins depuis la présidence de Mao Tsé-toung à partir de 1954 (Lounnas, 2014). Avec l'esprit pragmatique qui caractérise les dirigeants chinois, ce lien n'empêche pas l'ouverture d'un bureau d'armement israélien à Shanghai en 1991, au grand dam des États-Unis. Parallèlement, le rapprochement se fait naturellement avec la Turquie, pays qui, outre le fait de se constituer en carrefour entre l'Orient et l'Occident, présente la particularité de lutter contre les mouvements islamistes du Xinjiang, à majorité turcophone et soutenus par ceux des milieux nationalistes turcs qui entendent constituer un grand ensemble turcophone incluant ces minorités chinoises. De manière plus large, les tensions historiques sur le territoire chinois – opposant les populations musulmanes ouïgours aux populations hans au Xinjiang en juillet 2009, les populations ouzbeks aux populations kirghizes en juin 2010, ou encore les accès de violence contre les Laohuihui sunnites d'Asie centrale (Dounganes, pour les Turcophones) (Alles, 2011) – ne dissuadent pas les négociants

musulmans arabes de se presser sur la place du plus gros marché de gros du monde, à Yiwu. La ville bénéficie symboliquement d'une solide réputation d'accueil auprès de ses visiteurs musulmans (Pliez, 2010). La différence est notable, comparée aux marchés états-unis et européens dont l'accès peut se révéler plus délicat, voire profondément dissuasif pour ces mêmes commerçants musulmans, suite aux durcissements des politiques d'attribution de visas depuis les attentats contre le *World Trade Center* en septembre 2001. Ces commerçants prennent ainsi l'habitude de se rendre à Yiwu, pour fournir ensuite les riches arabes du Golfe.

Par ailleurs, exportatrice de pétrole brut jusqu'en 1993, la Chine devient en 2014 le premier pays importateur mondial et le deuxième consommateur de cette énergie fossile. Autant dire qu'ayant défini la diversification de son approvisionnement en hydrocarbures en tant qu'axe majeur de sa politique énergétique, la Chine exerce un regard très appuyé sur l'évolution des pays du Golfe. Le pays réussit pour l'instant à développer des relations avec chaque pays de la région, évitant de prendre part à quelque conflit ou différent local que ce soit (Hache, et Rol, 2017). Les terres d'islam constituent les points d'exportation les plus influents de la « Route de la soie » : 80 % de la population musulmane du monde habite dans les pays concernés. La nouvelle route de la soie intègre donc Dubaï, qui partage avec Shanghai la même politique de séduction vis-à-vis des investisseurs financiers (Simpfendorfer, 2012). À ce titre, l'investissement de la compagnie *Saudi Aramco* dans une raffinerie de pétrole de la cité chinoise de Quanzhou symbolise les nouvelles stratégies des grands fonds souverains du monde, malgré la crise financière de 2007-2008.

En Arabie Saoudite, là encore, le modèle chinois offre le message fort d'une cohabitation possible entre réformes économiques efficaces et contrôle politique fort, de nature à garantir la stabilité sociale. La nomination de Justin Yifu Lin en tant que chef économiste à la Banque mondiale offre la reconnaissance dont le pays a besoin pour renforcer son pouvoir de séduction. L'effondrement récent des prix du pétrole (du moins jusqu'à l'été 2021) avait placé la Chine en meilleure position de négociation. Le choix de construire des entreprises au Moyen-Orient même constitue la réponse pragmatique à laquelle la Chine commence à habituer le monde, face aux réflexes protectionnistes qui pourraient se déclencher dans la région.

La Chine – qui peut se targuer aujourd'hui d'une belle expérience en matière de développement de son cinéma à l'international et dont certains médias prédisent que cette industrie chinoise dominera le marché mondial dès l'actuelle décennie – pourrait ajouter sa participation à la liste dans laquelle se sont précipités les exploitants états-unis, britanniques et dubaïotes avec l'ouverture de salles de cinéma en Arabie saoudite. Tous ces opérateurs sont ainsi attirés par les promesses de développement d'une industrie du cinéma saoudienne, portées par la *Vision Arabie Saoudite 2030*. Soucieux lui aussi de diversifier une économie saoudienne jusque-là principalement assise sur une rente pétrolière essoufflée, le prince héritier Mohammed Ben Salmane

tente ainsi de dégager de nouvelles ressources à partir d'un développement plus large encore d'industries culturelles rentables depuis Riyad, à l'instar d'autres pays du Golfe concurrents (Cabedoche, 2019). En quelques mois cependant, les ambitions de MBS se heurtent à l'enchaînement de mauvaises nouvelles : tensions régionales et enlisement du conflit au Yémen ; chute à un niveau record des prix du pétrole (en-dessous des 20 \$ US avant la récente réévaluation des prix du brut) ; scandales sur fond d'assassinat d'opposant ; pandémie avec la suspension temporaire de la *omra* (le petit pèlerinage musulman) et le spectre de l'annulation du *hadj* à la clé : tous les budgets des ministères sont revus à la baisse d'au moins 20 % en 2020, alors que le budget général du royaume est déjà amputé de 8 % des dépenses en début d'année. Et sans importantes dépenses, même si le pays dispose encore de ressources importantes, la diversification de l'économie ne peut être conduite comme annoncée. Ainsi, le projet NEOM de mégalopole du futur dans le Nord-Est saoudien est déjà discuté. En 2019, les frappes imputées à l'Iran contre les installations du pays témoignent de sa soudaine vulnérabilité. Les alliances traditionnelles sont mises à mal : la guerre des prix touche les États-Unis ; la relation russo-saoudienne reste tendue, suite au refus de Vladimir Poutine de réguler les quotas de production et l'inondation du marché par le pétrole saoudien en rétorsion. Tout cela au profit de l'acheteur chinois !

Le dauphin du royaume ne peut plus qu'attendre la prochaine réunion du G20 annoncée en novembre 2020 et le résultat des élections états-uniennes, en espérant la réélection de Donald Trump, les faits divers ayant animé la vie saoudienne de la fin de la deuxième décennie du millénaire ayant quelque peu effarouché les candidats et électeurs démocrates. La Chine pourrait-elle surgir en embuscade ? Jusqu'où l'Arabie Saoudite peut-elle aller sans froisser son principal allié, les États-Unis, dont la stratégie est en train de connaître une nouvelle inflexion avec le départ de la Maison blanche du président Donald Trump en janvier 2021 et l'arrivée de Joe Biden ? Échanges de bons procédés, Beijing se garde de tout commentaire dans l'affaire du meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en 2018 tandis le royaume wahhabite se garde tout autant d'intervenir en tant que « leader du monde musulman », sur la question du traitement des Ouïgours et autres minorités musulmanes dans la province du Xinjiang. Vu de Riyad, « [La Chine] a le droit de prendre des mesures anti-terroristes et anti-extrémistes ».

Aujourd'hui, la carte chinoise semble être jouée à fond par le prince héritier saoudien, laudateur de la gestion chinoise de la pandémie *via* la chaîne de télévision al-Arabiya : fourniture de matériel médical ; signature d'un contrat de 265 millions entre les deux pays pour la fourniture de tests de dépistage du virus ; envoi d'experts médicaux dans le royaume saoudien... De manière plus large, l'entreprise Huawei jouit aujourd'hui de contrats faramineux pour le développement de la 5G sur les territoires des pays de la péninsule. De son côté, la Chine entend équilibrer ses relations, entretenant les contacts avec la République islamique d'Iran, vendant des

armes aussi bien à l'Arabie Saoudite qu'à l'Iran, participant à des manœuvres navales conjointes avec les deux pays.

La volonté de leadership chinoise commence également à rencontrer quelques résonances sur le continent latino-américain, où le partenariat pourrait bientôt caractériser le deuxième en volume, entre les partenariats américains et européens.

Un nouvel « âge d'or » sino-latino-américain ?

En Amérique latine, pour la première fois de son histoire, le continent dispose de trois partenaires commerciaux d'envergure, dont « l'âge d'or » respectif est historiquement situé : jusqu'aux années 1980, avec les États-Unis ; pendant les années 1990, avec le renouveau des investissements européens ; depuis le début du nouveau millénaire avec l'Inde et surtout avec la Chine, dont on imagine déjà que l'Empire du milieu pourrait rapidement devenir le deuxième partenaire en dépassant l'Europe.

Sur place, la Chine trouve les réponses énergétiques qui doivent lui permettre de moins dépendre des pays du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'autres pays asiatiques pour ses approvisionnements. Le Brésil attire tout particulièrement pour les immenses besoins de financement de ses infrastructures et son fort potentiel agricole. La Chine participe déjà au financement de certaines grosses entreprises comme Vale, premier producteur de fer et Petrobras, compagnie pétrolière. Pour ses partenaires latino-américains, le pays a cet avantage de se positionner extrêmement rapidement et avec discrétion.

Mais comme le rappelle Eduard Beltrán (2011), le poids des États-Unis y reste prépondérant, quarante fois supérieur aux investissements chinois. Par ailleurs, la présence chinoise provoque déjà certains déséquilibres : la sous-évaluation du yuan se fait au désavantage des exportateurs industriels latino-américains, en particulier depuis le Mexique. Le risque se ressent aussi déjà d'une trop forte dépendance envers le marché chinois. Le coût de la main d'œuvre chinoise extrêmement concurrentiel menace ainsi le secteur textile.

Le modèle chinois peut cependant séduire, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables. Alors que les pays latino-américains consentent d'importants efforts de recherche sur les technologies agricoles avancées et les pratiques agricoles de développement durable, la complémentarité des deux espaces, chinois et latino-américain, pourrait les faire pareillement apparaître comme les leaders de demain, dans le cadre d'un développement dit « vert », comme le souligne encore Eduard Beltrán (2011, p. 181-182).

Conclusion

Ainsi, le tour d'horizon des réactions à la proposition de modèle chinois, continent par continent, montre bien que l'option présentée par le régime de Xi Jinping n'entraîne les adhésions que principalement pour des raisons stratégiques, donc versatiles.

Avec la 15^e réunion de la convention des Nations Unies sur la biodiversité biologique – dite COP15 – dont la première partie vient de s'achever vendredi 19 novembre 2021 en Chine à Kunming, la diplomatie chinoise s'est présentée avec l'atout renforcé d'un engagement ambitieux sur la préservation de la biodiversité. Deux rounds de négociation sont attendus dans la foulée en janvier prochain à Genève puis à nouveau à Kunming au printemps 2022, où la Chine pourrait à nouveau jouer un rôle moteur sans que pour autant, cet engagement puisse être considéré en tant que « nouveau modèle du XXI^e millénaire ».

Comme nous l'avons observé, le discours de promotion du pays rencontre des succès très divers selon les régions de monde où il est proposé, témoignant de l'essoufflement de tout modèle préconstruit dont les imaginaires sociaux ont eu besoin au XX^e siècle pour se mobiliser. En août 2021, la carte de la Chine, avancée par les nouveaux Talibans au pouvoir pour la reconstruction du pays, accélère les réserves de populations mondiales très sourcilleuses sur le plan du respect des droits de l'homme dans les recompositions des alliances diplomatiques et politico-économiques. En réponse, la Chine se montre trop impatiente – aux yeux de certains – de relancer les projets longtemps restés bloqués d'exploitation de vastes gisements de cuivre au sud de Kaboul. Sur les places mondiales, les milieux financiers témoignent de cette circonspection, se détournant sensiblement des géants chinois de la *high tech* avec la reprise en main du pouvoir politique depuis Beijing, alors que début 2021, les placements de capitaux vers ces actions atteignent encore des niveaux record, l'indice MSCI China caracolant alors au plus haut depuis 27 ans.

Dans ces mêmes pays étrangers, le confinement sanitaire autorise parallèlement l'introspection et la remise en question des modes de vie parmi les populations ainsi contraintes. Incertitude des marchés (biens, services, emplois...), leçons de l'histoire dégagee des espoirs déçus, écart des grands récits par rapport aux vécus sur le terrain..., les facteurs se multiplient pour dissuader les élans envers quelque modèle préconstruit que ce soit, socialiste ou libéral, qui se propose, encore au XXI^e siècle, de dessiner pareillement l'avenir pour tous les peuples de la planète. Le nouveau millénaire semble donc bien consacrer la fin des schémas narratifs totalisants et globaux, qui ont tant caractérisé le siècle précédent. L'analyse des mouvements sociaux contemporains à l'échelle de la planète témoigne d'aspirations croissantes qui, eu égard aux enjeux de la planète, plus que sur un modèle prédéterminé à respecter, misent sur l'inclusion, l'expérimentation, l'évaluation permanente, l'hétérogénéité, la qualité au quotidien, la solidarité..., jusqu'à rediscuter des usages et des pratiques (Cabedoche, 2022).

Références bibliographiques

- ALLES, Élisabeth (2011). « Des musulmans de langue chinoise entre Chine et Asie centrale », *Relations internationales*, 2011/1 (n° 145), p. 105-115. DOI : 10.3917/ri.145.0105. URL : <https://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2011-1-page-105.htm>
- AMIN, Samir (2018). « À propos de la Chine. "Le socialisme de marché", étape dans la longue transition socialiste ou raccourci vers le capitalisme ? », *Histoire et société*, février 2018 [en ligne] <https://histoireetsociete.wordpress.com/2018/02/25/samir-amin-a-propos-de-la-chine-le-socialisme-de-marche-etape-dans-la-longue-transition-socialiste-ou-raccourci-vers-le-capitalisme/>.
- ARIFON, Olivier, Alexandre Zhao HUANG, Zheng YUE, et Anna ZYW MELO (2019). "Comparing Chinese and European Discourses regarding the "Belt and Road Initiative"", *Revue Française des Sciences de l'information et de la communication*, SFSIC, 2019, 10.400/rfsic.6212.
- BADIOU, Alain (2021). *Les possibles matins de la politique. Interventions : 2016-2020*, Paris, Fayard, coll. / série « Essais ».
- BELIAKOV, Vladimir (2011). « La Russie et l'Europe : l'autoconstruction de l'image à travers les discours médiatiques russes », dans collectif (2011), *Revue Russe* n°37 : « L'auto-construction de l'image de la Russie et de la France au fil du temps », p. 87-98. Doi : <https://doi.org/10.3406/russe.2011.2467>. URL: https://www.persee.fr/doc/russe_1161-0557_2011_num_37_1_2467.
- CABEDOUCHE, Bertrand (2015). "Mandarins and dragons: the paradoxical co-construction of French myths about China", dans Luo Qing (ed.), *Global Media World and China*, Beijing, Communication University of China Press, coll. "Mleague International Series", p. 208-226.
- CABEDOUCHE, Bertrand (2019). « Vers une industrie cinématographique saoudienne ? », préface à Hédi Khélil, *Le cinéma saoudien : le parcours, la trace et les prévisions*, Paris, Éric Bonnier, p. 9-20.
- CABEDOUCHE, Bertrand (2022). *Lire la communication-monde au XXI^e siècle*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa (publication imminente).
- CHALIAND, Gérard (1976). « La fin des mythes révolutionnaires », *Repenser le tiers monde*, Paris, Éditions Complexe/programme ReLIRE, coll. « Historiques », p. 91-97. URL : <https://www.cairn.info/repenser-le-tiers-monde--9782870272060-page-91.htm>
- CHAPONNIÈRE, Jean-Raphaël (2008). « Un demi-siècle de relations Chine-Afrique », *Afrique contemporaine*, 2008/4, n° 228, p. 35-48.
- COURMONT, Barthélémy (2019). « Au temps des routes de la soie », *Revue internationale et stratégique*, 2019/1, (N° 113), p. 209-214.

- FERGUSON, Niall, et Moritz SCHULARICK (2007). "Chimerica" and the Global Asset Market Boom", *International Finance*, Vol. 3, n° 3, p. 215-239.
- FRANCK, André-Gunder (1969). "Capitalism and Development in Latin America", *Monthly Review Press*, New York, p. 314.
- FUCHS, Andreas, Lennart KAPLAN, Krisztina KIS-KATOS, Sebastian S. SCHMIDT, Felix TURBANISCH, et Feicheng WANG (2020). "Mask Wars: China's Exports of Medical Goods in Times of Covid-19", *Covid Economics* 42, cege Discussion Papers, No. 398, University of Göttingen, Center for European, Governance and Economic Development Research (cege), Göttingen. Disponible sur : <http://hdl.handle.net/10419/222531>
- GAZIBO, Mamoudou, et Olivier MBABIA (2010). « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*. Dossier « L'émergence de la Chine et ses impacts », vol. 41, n° 4, décembre 2010, p. 521-546.
- GLUCKSMANN, André (1975). *La cuisinière et le mangeur d'hommes : essai sur les rapports entre l'État, le marxisme et les camps de concentration*, Paris, Seuil.
- HACHE, Emmanuel, et Sandrine ROL (2017). « Géopolitique et géo économie de la Chine : nouveau pacte du Quincy ou consensus de Beijing ? », *Revue internationale et stratégique*, 2017/1, n° 105, p. 34-44. DOI : 10.3917/ris.105.0034. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2017-1-page-34.htm>
- HANSON, Fergus, FIFITA, Mary (2011). *China in the Pacific: The New Banker in Town*, Sydney, Lowy Institute for International Policy, Policy Brief.
- HARNAY Serge, et Bernard LOUIS (2011). « Madagascar : les enjeux d'une diplomatie en plein essor », *Outre-Terre*, 2011/4 (n° 30), p. 261-269. DOI : 10.3917/oute.030.0261. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2011-4-page-261.htm>
- LAFARGUE, François (2010). « La Chine en Afrique : une réalité à nuancer », *Dounia*, 3 : « La Chine en Afrique », dossier coordonné par Emmanuel Tambwe, Paris, L'Harmattan/CISRI, p. 44-54.
- LOUNNAS, Djallil (2014). « La Chine au Moyen-Orient : un nouvel acteur ? », *Monde chinois*, 2014/2, n° 38-39, p. 111-134. DOI : 10.3917/mochi.038.0111. URL : <https://www.cairn.info/revue-monde-chinois-2014-2-page-111.htm>
- MACOVEI, Oana Andreea (2018), « L'État illibéral dans l'Union européenne, essai de conceptualisation », *Civitas Europa*, 2018/1, n° 40, p. 127-144. DOI : 10.3917/civit.040.0127. URL : <https://www.cairn.info/revue-civitas-europa-2018-1-page-127.htm>
- MEDCALF, Rory (2019). « L'Indo-Pacifique aux couleurs de la Chine », *Politique étrangère*, 2019/3 (Automne), p. 49-61. DOI : 10.3917/pe.193.0049. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-3-page-49.htm>
- MIHOUBI, Selma (2020). « Le rôle des radios internationales dans la communication des politiques en Afrique sahélienne », dans Simon Ngonu (dir.), *La communication de*

- l'état en Afrique. Discours, ressorts et positionnements*, Paris, L'Harmattan, « Études africaines », série « Communication », p. 77-94.
- MILLER, Tom (2012). *China's Urban million: the story behind the biggest migration in human history*, London, Zed Books.
- MUSSO, Pierre (dir.) (1998). *Télécommunications et philosophie des réseaux : la postérité paradoxale de Saint-Simon*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « La Politique éclatée ».
- NAVES, Marie-Cécile (2017). « Donald Trump ou la communication incantatoire », dans Arnaud Mercier (dir.), *La Communication politique* [nouvelle édition revue et augmentée], Paris, CNRS, coll. « Les Essentiels d'Hermès », p. 149-158.
- NIQUET, Valérie (2018). « Les "routes de la soie" : décryptage d'une stratégie chinoise globale de retour à la puissance », *Revue Défense Nationale*, 2018/6 (N° 811), p. 62-69. URL : <https://www.cairn-int.info/revue-defense-nationale-2018-6-page-62.htm>
- NIQUET, Valérie (2021). *La Chine en 100 questions : la puissance et les failles*, Paris, éditions Taillandier, coll. « Texto ».
- PEYREFITTE, Alain, (1997). *La Chine s'est éveillée : carnets de route de l'ère Deng Xiaoping*, Paris, Fayard, coll. « Documents ».
- PLIEZ, Olivier (2010). « Toutes les routes de la soie mènent à Yiwu (Chine) », *Belin/L'Espace géographique*, 2010/2, vol. 39, p. 132-145.
- ROCCA, Jean-Louis (2006). « 3. Marchandisation et précarisation des ouvriers chinois », dans Jean-Louis Rocca (dir.), *La condition chinoise : la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris, Éditions Karthala, coll. « Recherches internationales », p. 105-176. URL : <https://www.cairn.info/la-condition-chinoise-9782845867635-page-105.htm>
- ROMANO, Giulia Clara (2013). « La Chine face au changement climatique : quelle(s) politique(s) ? », *Écologie & Politique*, 2013/2, n° 47, p. 77-87. URL : <https://doi.org/10.3917/ecopo.047.0077>.
- SARY, Ousmane (2012). « Repenser les relations de l'Afrique avec la France : une nécessité historique », *Outre-Terre*, 2012/3, n° 33-34, p. 523-526. DOI : 10.3917/oute.033.0523. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2012-3-page-523.htm>
- SAUTEDE, Éric (2013). « La Chine dans le Pacifique Sud : tropisme, défiance et normalisation », *CNRS éditions/ « Hermès, La Revue »*, 2013/1, n° 65, p. 68-71. URL : <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2013-1-page-68.htm>
- SEN, Amartya Kumar (2000). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, traduction française Michel Bessières, Paris, Odile Jacob, coll. « Poches ».
- SIMPENDORFER, Ben (2012). « La nouvelle Route de la Soie », *Études*, 2012/5, tome 416, p. 595-604.

- STRUYE DE SWIELANDE, Tanguy, Bruno HELLENDORFF, et Alexia HONORE (2015). « Australie, une nouvelle stratégie de puissance moyenne », *Politique étrangère*, 2015/1 (Printemps), p. 117-128. DOI : 10.3917/pe.151.0117. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-1-page-117.htm>
- TENG, Fei, et Alun GU (2007). "Climate Gange, National and Local Policy Opportunities in China", *Environnemental Sciences*, vol. 4, n° 3, p. 193.
- THUSSU, Daya Kishan (2016). "The scramble for Asian soft power in Africa", *Les Enjeux de L'Information et de la communication*, n° 17/2, p. 225-237, [en ligne], URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2016/dossier/15-the-scramble-for-asian-soft-power-in-africa/>
- TOURRÉ, Brian (2012). *De la Françafrique à la Chinafrique : quelle place pour le développement africain ?*, Paris, L'Harmattan, coll. « Institut de Recherches et d'Études Africaine ».
- VAIRON, Lionel (2010). « La Chine en Méditerranée : l'émergence d'une nouvelle puissance ? », *Confluences Méditerranée*, 2010/3, n° 74, p. 39-52. DOI : 10.3917/come.074.0039. URL : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2010-3-page-39.htm>
- WASSERMAN, Herman, Winston MANO, et Xiaoling ZHANG (eds) (2016). *China's Media and Soft Power in Africa: Promotion, and Perceptions*, London, Palgrave MacMillan.
- WEBSTER, Chris, Fulong WU, et Fangzhu ZHANG (2014). *Rural Migrants in Urban China. Enclaves and Transient Urbanism*, Abigdon, Routledge.
- XIANG, Yu (2018). "China in Africa: Refiguring Centre-Periphery media dynamics", dans Daya Kishan Thussu, Hugo de Burgh et Anbin Shi (eds), *China's Media Go Global*, London, Routledge, p. 213-229.
- ZHANG, Yanqui, et Simon MATINGWINA, (2016). "Constructive journalism: A new journalistic paradigm of Chinese media in Africa", dans Xiaoling Zhang, Herman Wasserman, et Winston Mano (eds), *China's Media and Soft Power in Africa: Promotion, and Perceptions*, London, Palgrave MacMillan, p. 93-105.
- ZHOU, Ning (2005). « L'histoire de l'image de la Chine en Occident : questions et domaines », (Xifang de Zhongguo Xingxiangshi), *Southeast Academic Research*, 2005/1, p. 98-108.
- ZUBOFF, Shoshana (2019). *The Age of Surveillance capitalism: The fight for human future at the new frontier of power*, New York, Public Affairs, Profile Book.

Bertrand CABEDOCHÉ est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Grenoble Alpes (France), chercheur au sein du Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec), titulaire de la chaire Unesco Communication internationale et président d'honneur du réseau mondial des chaires Unesco en communication (Orbicom).

bertrand.cabedoche@univ-grenoble-alpes.fr

